

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Tél (standard) : 02.72.74.78.20 (nouveau numéro)
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.23.487
Réf. Préf. : Dossier n° 96/0545
N° AIOT : 0006300798

La Roche sur Yon, le 18 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

La Gilbretière
85280 LA FERRIERE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement CARRIERE ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté à La Gilbretière 85280 La Ferrière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- La Gilbretière 85280 La Ferrière
- Code AIOT : 0006300798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la carrière sont actuellement autorisées par arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ-1-315 du 16/05/2017 pour une durée de 15 ans et une production maximale de 350 000 t/an. Le gisement exploité est une roche massive (granite). Par arrêté complémentaire du 19/05/2020, suite à une demande d'ajout d'une installation de lavage, l'exploitant est autorisé pour une puissance d'installation totale de 1 239 kW.

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- suivi environnemental (bruit, vibrations, poussières, rejets aqueux),
- gestion des eaux sur le site.

Les références réglementaires mentionnées plus bas dans le rapport sont les suivantes :

- arrêté préfectoral n°17-DRCTAJ-1-315 du 16/05/2017 autorisant l'exploitation de la carrière et de ses installations de traitement,
- arrêté préfectoral complémentaire n°20-DRCTAJ-1-286 du 19/05/2020 concernant la mise en place d'une installation de lavage de matériaux,
- arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP2317917A).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Apport d'inertes - Quantité	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§8	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/03/24
5	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
20	Traitements et rejets des eaux de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.4-§4 et 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois ¹
21	Rejets - surveillance sur les eaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois ¹

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 2.8	/	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 3.2.1-§1 et 3	/	Sans objet
12	Plan de surveillance des poussières (mise en place et composition)	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.1	/	Sans objet

¹ dans les 6 mois suivants la dernière campagne du 21/09/2023.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Patrimoine biologique	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.3	/	Sans objet
23	Calcul du volume d'eau totale annuelle (AM du 30/06/2023)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Code de l'environnement du 31/05/2021, article R.181-46-I et II	/	Sans objet
2	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§3 et 5	/	Sans objet
3	Profondeur minimale d'extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§7	/	Sans objet
6	Durée d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.4-§1	/	Sans objet
9	Garanties financières - renouvellement	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.3.4	/	Sans objet
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.3	/	Sans objet
11	Suivi des retombées de poussières (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.2-§1 à 3	/	Sans objet
13	Limitations des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.1-§1 à 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Niveaux acoustiques - Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.2	/	Sans objet
15	Contrôle des niveaux sonores (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.3	/	Sans objet
16	Surveillance et suivi des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 6.6.6	/	Sans objet
18	Eaux de procédés des installations	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.2	/	Sans objet
19	Prélèvement d'eau (installation de lavage)	AP Complémentaire du 19/05/2020, article 2.2	/	Sans objet
22	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.1-§1,2 et 4	/	Sans objet
24	Transmission du registre terres excavées au RNDTS	Code de l'environnement du 08/11/2023, article R.541-43-1-II-§2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental en matière de poussières, de bruit et de vibrations n'appelle pas de remarque. Les valeurs mesurées et les fréquences de contrôle sont respectées.

Concernant la quantité de déchets inertes acceptés, les déclarations annuelles réalisées par l'exploitant montrent des quantités acceptées supérieures à la quantité autorisée. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour un retour à la conformité au 31/03/2024.

Concernant les rejets d'eau, l'intégralité des paramètres prescrits n'est pas analysée et la fréquence de mesure n'est pas respectée. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour la réalisation d'une campagne d'analyse, sur tous les paramètres mentionnés dans l'arrêté, dans les 6 mois suivants la dernière campagne de septembre 2023.

Le contrôle du plan d'exploitation d'octobre 2022 a permis de constater la présence d'écarts à l'arrêté d'autorisation d'exploitation concernant les cotes altimétriques de la plateforme Est et des stockages présents sur cette dernière. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour la réalisation des travaux de terrassement nécessaires au respect des côtes altimétriques prescrites sur cette zone (arasement des terrains et stockages). Un délai de 12 mois est proposé pour la réalisation de ces travaux afin qu'ils puissent être réalisés dans une période favorisant l'accès à la zone et le déplacement des matériaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2021, article R.181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18, R.181-19, R.181-21 à R.181-32 et R.181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L.123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122-1-1, de l'article L.123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de modification notable au sein de la carrière depuis la dernière visite de contrôle d'octobre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Production autorisée (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§3et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production annuelle moyenne est de 300 000 tonnes de matériaux commercialisés [...]. [...] Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée. Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 350 000 t/an de matériaux commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée.
Constats : La quantité extraite déclarée dans l'outil de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluant et de déchets (« GEREP ») respecte cette quantité (donnée confidentielle). L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Profondeur minimale d'extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§7
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par gradins (9 fronts). L'épaisseur maximale d'extraction est de 125 m soit la cote minimale du fond de fouille située à -33 m NGF.
Constats : Le point le plus bas de l'extraction est de -24 m NGF (8 fronts) sur le plan du 30/10/2022 présenté par l'exploitant avant la visite. L'exploitant respecte cette prescription.
Observations : Sur site, il a été constaté que le dernier front autorisé est ouvert, le plan d'exploitation de 2023 est en cours de réalisation (relevés géomètres réalisés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Apport d'inertes - Quantité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.3-§8
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Les apports de déchets inertes destinés au réaménagement partiel de la carrière portent sur un volume de 30 000 m ³ /an pendant 5 ans, puis 50 000 m ³ /an.[...]
Constats : La quantité d'inertes admise déclarée dans l'outil de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluant et de déchets (« GERP ») pour les années 2018, 2019, 2020 et 2023 a dépassé la quantité autorisée de 30 000 m ³ /an déclarées pour la période 2017-2022 (conversion des tonnages en m ³ avec une densité de 1,7 régulièrement prise pour les déchets inertes). Avec une densité de 2, qui se rencontre également pour ce type de déchets, les années 2018 et 2020 restent supérieures à la valeur prescrite. L'exploitant n'a pas respecté la quantité autorisée d'apport d'inertes pour les 5 premières années d'exploitation. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé pour un retour à la conformité de la quantité des apports avec la quantité autorisée à partir de 2023. Le délai imposé pour un retour à la conformité est celui de la date maximum pour la déclaration dans la base de données GERP soit le 31/03/2024. (cf bloc « observations » ci-dessous)
Observations : L'exploitant doit indiquer si cet apport a modifié le phasage de son installation. Le montant des garanties financières pourrait en être impacté. A partir de 2023, la quantité admise maximum d'inertes passe à 50 000 m ³ /an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31/03/2024

N° 5 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage

Prescription contrôlée :

Le site et ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation) sont limitées au minimum afin de réduire l'impact paysager tout en assurant la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

L'exploitant adopte des mesures efficaces pour limiter l'impact visuel de la carrière, en particulier avec :

- > la constitution de merlons végétalisés de plus de 2 m de hauteur avec les terres de décapage destinées à la remise en état du site en particulier le merlon du front Ouest est végétalisé ;
- > le maintien de haies bocagères bordant le périmètre du site ;
- > la limitation des hauteurs de stockage des découvertes et des stériles ainsi que des matériaux commercialisables ;
- > **les stocks de matériaux inertes situés sur les parcelles E128 et E129** (secteur de la poudrière) sont arasés et mis à une cote maximum de **86 mNGF** (réduction de 5 m environ) ;
- > Toute la zone comprenant les parcelles **E178, E180, E181, E128 et E129 est remblayée pour fin 2020, à une cote allant de 81 à 86 mNGF.**

Constats :

Le merlon Ouest présente une végétation basse et haute. En son milieu, une zone sans arbres permet une visibilité depuis l'extérieur sur la carrière. L'exploitant indique que cette zone est sensible en matière d'intrusion.

Sur le plan d'exploitation du 30/10/2022, les stocks de matériaux et les terrains des parcelles E178, E180, E181, E128 et E129 culminent à des hauteurs supérieures à 86 mNGF (environ +5 m). Ce constat fait donc apparaître des non-conformités en matière de délai de réalisation des travaux, de hauteur de remblaiement et de hauteur de stockages.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de procéder sous 12 mois aux travaux de mise en conformité de la côte prescrite pour les parcelles E178, E180, E181, E128 et E129 et pour les stockages des parcelles E128 et E129.



Photographie 1 : vue sur la parcelle E180 (depuis le Sud de la parcelle E180)



Photographie 2 : vue sur les parcelles E181, E128 et E129 (depuis le Sud de la parcelle E180)

(cf bloc « observations » ci-dessous).

Observations :

Concernant l'ouverture dans la végétation du merlon Ouest, des travaux de plantation, afin d'assurer la fermeture des vues sur la carrière depuis la route, sont à programmer dans une des prochaines périodes favorables avec la réalisation de ces travaux. Le choix des essences (de préférence « locales ») et du stade de développement des individus plantés pourraient faire l'objet d'un échange avec le prestataire en charge de la biodiversité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Durée d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.2.4-§1
Thème(s) : Risques chroniques, Durée d'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Celle durée inclut la remise en état du site.
Constats : L'exploitation est autorisée jusqu'en 2032. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ils indiquent explicitement : <ul style="list-style-type: none">> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;> l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;> les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;> les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ;> la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;> les zones en cours d'exploitation ;> les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement; les futures zones à exploiter ; <ul style="list-style-type: none">> la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation...) ;> les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.
Constats : La légende du plan du 30/10/2022 ne répertorie pas les éléments relatifs aux « zones réaménagées et la nature du réaménagement ». L'exploitant ne respecte pas cette prescription. (cf bloc « observations » ci-dessous)
Observations : Il serait opportun d'indiquer également sur ce plan les zones à sensibilité biologique identifiées dans le dossier de demande d'autorisation et, le cas échéant, le suivi naturaliste en place afin de répondre aux prescriptions de l'article 5.4.3 du même arrêté (cf point de contrôle n°17).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 3.2.1-§1 et 3	
Thème(s) : Risques chroniques, Accès	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès à l'exploitation est interdit au public. Pour cela, le périmètre en exploitation dispose d'une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et les accès sont fermés par des portails. Les personnes étrangères n'ont pas un libre accès aux installations et doivent être autorisées avant de pénétrer sur le site.</p> <p>[...]</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>	
Constats :	
<p>Les périphéries Ouest et Sud-Ouest jusqu'à l'entrée ont été observées.</p> <p>En limite Ouest, la clôture est en place et présente une zone réparée suite à des intrusions. A proximité de cette zone, un panneau est présent.</p> <p>Le reste de la limite est composé d'une clôture prise dans la végétation. En revanche, le reste du linéaire Ouest ne comporte pas de panneaux d'interdiction ce qui constitue un écart.</p>	 <p>Photographie 1. Limite Ouest – vue vers le Sud</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant signale qu'en périphérie Ouest, une zone est sensible aux intrusions (découpe régulière de la clôture).</p> <p>L'article n'impose pas un nombre de pancartes selon le linéaire. Sur un linéaire de 450 m côté Ouest, un unique panneau d'information du risque a été constaté par l'inspection. L'exploitant doit évaluer sous sa responsabilité le renforcement de cette information par l'ajout de panneaux supplémentaires.</p> <p>La remise en place dès que possible d'une végétation haute limitant les vues sur le site pourrait également permettre de limiter l'intérêt porté à cette zone (cf point de contrôle n°5).</p>	
Type de suites proposées : Susceptible de suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 9 : Garanties financières - renouvellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 1.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au préfet le document qui établit le renouvellement des garanties financières actualisé en fonction de l'indice TP01 au moins 6 mois avant leur échéance.</p>
Constats :

L'exploitation a entamé en 2022 sa deuxième phase quinquennale d'exploitation. Les garanties financières sont valables jusqu'au 08/06/2027.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées en début d'article 5.1.3.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.1.4.5 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Le réseau de mesure de retombées est présenté au plan 1.

Les résultats des mesures sont présentés aux tableaux 1 à 3.

Résultats des retombées atmosphériques totales* (en mg/m ² /jour) selon la norme NF X43-014 (2017)					
N° des points du réseau de surveillance (jauges)	Année 2019		Année 2020		Moyenne annuelle glissante
	2019-T3	2019-T4	2020-S1	2020-S2	
point a1	50	68	86	71	69
point b1	66	80	108	63	79
point b2	77	387	101	133	175
point c1	88	86	100	94	92
point c2	68	47	107	75	74

Tableau 1. années 2019-2020

Moyenne annuelle des teneurs des retombées atmosphériques totales (en mg/m ² /jour)		
N° des points du réseau de surveillance (jauges)	Période 2020-S1 - 2021-S1 (3 mesures)	Période 2020-S2 - 2021-S2 (3 mesures)
point a1	99	88
point b1	88	75
point b2	103	84
point c1	118	119
point c2	88	69

Tableau 2. années 2020-2021

Moyenne annuelle des teneurs des retombées atmosphériques totales (en mg/m ² /jour)		
N° des points du réseau de surveillance (5 jauges)	Période 2021-S2 - 2022-S1 (2 mesures)	Période 2022-S1 - 2022-S2 (2 mesures)
Point a1	69	91
Point b1	74	99
Point b2	66	78
Point c1	142	147
Point c2	71	93
Point c3	563	528

(*)Le rapport note pour cette campagne la présence de matière organiques en c1 et c3 pour le 1^{er} semestre 2022.

Tableau 3. année 2021-2022(*)

L'ensemble des campagnes de retombées de poussières indique des résultats inférieurs aux 500 mg/m²/jour pour les jauges de type b.

L'exploitant respecte cette prescription.

Observations :

Une jauge c3 a fait son apparition à partir de l'année 2022. La campagne 2022 indique la réalisation d'une mesure sur cette jauge depuis plusieurs campagnes sans que les campagnes antérieures n'en fassent mention. Suite à la transmission de ces campagnes de suivi des retombées de poussières, le plan de surveillance a été demandé à l'exploitant (Cf points de contrôle n°12).

Type de suites proposées : Sans suite



Plan 1. Réseau de mesure de retombées de poussières (plan de la campagne 2022)

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suivi des retombées de poussières (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.2-§1à3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 5.1.4.3 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

Les résultats des campagnes de retombées de poussières de 2020 à 2022 indiquent des résultats inférieurs à la valeur de l'article 5.1.4.3 sur les jauges de type b (cf point de contrôle n°10). La fréquence des campagnes est semestrielle.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de surveillance des poussières (mise en place et composition)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.1.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite aux constats du point de contrôle n°10, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir son plan de surveillance des poussières à jour. L'exploitant a transmis le plan de mars 2022.

Ce plan décrit les zones d'émission et les hiérarchise.

La topographie, les vents dominants et l'occupation des sols sont présentés au sein du tableau qui recense la sensibilité des zones occupées.

Une rose des vents, dont la provenance est inconnue est présentée dans le document.

Le choix de la localisation des stations n'est pas argumenté notamment au vu de l'occupation des sols, sous les vents dominants, dans les 1 500 m autour du site.

La jauge L3 (notée c3 dans les campagnes de mesure) apparaît.

Au vu des remarques ci-dessus, le document transmis n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Observations :

Le document est à mettre à jour :

- Les conditions météorologiques doivent être présentées (sources des données).
- Les établissements sensibles recevant du public doivent être identifiés sur le plan de localisation des jauges.
- Le choix de localisation des jauges de type a à c doit être discuté.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Limitations des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.1-§1 à 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les aménagements d'intégration paysagère et les modalités d'exploitation contribuent à la maîtrise des émissions sonores de la carrière. Elles sont complétées par le maintien des merlons en partie Nord et Ouest de la carrière.

Par ailleurs, pour les installations de traitement, les modalités suivantes sont retenues :

- > le positionnement du poste primaire de concassage en fosse dans la zone d'extraction ;
- > le positionnement des installations secondaires de traitement des matériaux s'effectue sur les parcelles E 161 à 164 et 652. Après le délai fixé à l'article 1.2.2, ces installations seront situées vers le fond de la carrière à une cote d'environ 30 mNGF à l'Ouest de la zone d'extraction.

Constats :

Le poste primaire et les installations secondaires et tertiaires sont présentes au sein de la fosse. L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Niveaux acoustiques - Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

5.4.2.1 - Valeurs limites d'émergences

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.4.2.2 - Niveau limites de bruit

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous.

Périodes et Niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du site y compris les véhicules et engins.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.

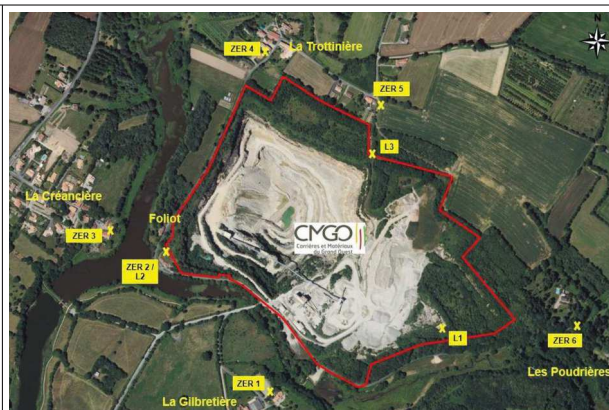
Si nécessaire, les installations de traitement des matériaux situées hors excavation sont bardées.

Constats :

Une campagne de mesure a été réalisée en septembre 2021.

Le réseau de mesure est celui présenté au plan ci-contre.

Les résultats en zone à émergences réglementées (ZER) sont présentés dans les tableaux suivants (C= conforme) :



Plan 2. Mesures de bruit - réseau

Point de mesure	Installation en fonctionnement		Installation à l'arrêt		Niveau d'émergence calculé	Émergence admissible	Conformité (C / NC)
	L _{eq}	L ₅₀	L _{eq}	L ₅₀			
ZER 1	46,0	42,0	46,0	39,0	3,0	5	C
ZER 2	46,0	42,0	45,0	38,5	3,5	5	C
ZER 3	47,0	38,0	47,5	37,5	0,5	5	C
ZER 4	43,0	40,0	42,5	36,0	4	6	C
ZER 5	44,5	40,0	45,0	35,5	4,5	5	C
ZER 6	53,5	39,5	57,0	39,0	0,5	5	C

Tableau 4. Résultats des mesures de bruit - ZER

Les résultats indiquent le respect des valeurs limites d'émission.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Les mesures en limite de site sont présentées au tableau suivant :

Point de mesure	Niveau acoustique L _{eq} en dB(A)		
	Niveau mesuré	Niveau limite (Arrêté du 16/05/17)	Conformité
L1	53,0	70	C
L2	46		C
L3	44		C

Tableau 5. Résultats des mesures de bruit – limite de site

N° 15 : Contrôle des niveaux sonores (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m.

Par ailleurs, ces mêmes contrôles sont réalisés à chaque phase d'exploitation ainsi qu'en cas de changement de régime horaire ou de changement de zone exploitée.

Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour respecter les valeurs limites ci-dessus.

En cas de dépassement des valeurs limites, le chantier est arrêté pendant ces périodes jusqu'à la mise en place des solutions techniques permettant de les respecter.

Constats :

Les dernières campagnes de mesures de relevés de bruit dans l'environnement ont été réalisées en décembre 2018 puis en septembre 2021.

L'exploitant respecte la fréquence de mesure de 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Surveillance et suivi des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 6.6.6

Thème(s) : Risques chroniques, vibrations

Prescription contrôlée :

Article 6.6.6.1 - Valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

[...]

Article 6.6.6.2 - Surveillance des vibrations

Chaque tir de mines en grande masse donne lieu à une mesure des vibrations émises au moyen d'un ou plusieurs analyseurs équipés d'un dispositif d'enregistrement qui permet de mesurer les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ainsi que la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.

A chaque tir, les analyseurs sont positionnés dans les habitations les plus susceptibles d'être impactées afin de contrôler la valeur limite des vitesses particulières. Les mesures sont effectuées en des points solidaires d'éléments porteur de la structure situés au plus près des fondations de l'habitation, sous réserve d'un accord formalisé des propriétaires des biens.

[...]

Constats :

Les valeurs de vibrations et surpression mesurées lors des tirs de 2021 jusqu'au 22/09/2023 (inclus) ont été transmises à l'inspection sous forme d'un tableau. Ce tableau précise pour chaque tir la localisation des sismographes, les valeurs pondérées enregistrées en matière de vibrations (en

mm/s) et les valeurs de surpression enregistrées (en dBLinéaire). Les vibrations de plusieurs tirs n'ont pas déclenché les enregistreurs (vibrations <0,5 mm/s).

Les mesures de vibrations réalisées hors site présentent des résultats inférieurs à la valeur limite de 10 mm/s.

La surpression est mesurée conformément à l'arrêté préfectoral.

L'exploitant respecte cette prescription.

Observations :

La surpression ne fait pas l'objet d'une valeur limite prescrite dans l'arrêté préfectoral néanmoins, les valeurs présentées restent inférieures au seuil de 125 dBL préconisé dans la note du 02/07/1996².

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Patrimoine biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant privilégie les mesures d'évitement pour maîtriser les incidences de la carrière sur les habitats susceptibles d'accueillir des intérêts à préserver et plus particulièrement des espèces protégées.

Les mesures de réduction et de maîtrise des impacts liées à l'exploitation de la carrière sur les intérêts écologiques et les habitats identifiés des espèces protégées suivent les recommandations de l'étude faune-flore produite dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation. En particulier, le déplacement des zones de stockage implique la destruction d'une partie des haies, des fourrés et préboisements du site.

En complément, l'exploitant doit respecter les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral de dérogation n°16/DDTM85/590-SERN-NTB du 15 décembre 2016 susvisé.

A cet effet, l'exploitant met en place les moyens de protection adaptés pour préserver les habitats et les intérêts écologiques précités. Ces mesures sont accompagnées de consignes relatives à la préservation de ces espaces portées à la connaissance de l'ensemble des intervenants du chantier. Ces espaces sont repérés sur un plan affiché dans la carrière.

L'exploitant veille à la bonne gestion de l'ensemble de ces mesures dont il rend compte au comité de suivi de la carrière.

Constats :

L'exploitant a fourni un document intitulé « suivi de la biodiversité de la carrière de la Gilbretière sur la commune de la Ferrière – Campagne 2022 – Bilan depuis 2011 et orientations pour 2023 ».

Le document n'a pas été transmis à la DDTM de la Vendée (service eau et nature).

Ce rapport couvre 12 années d'observations. Il s'articule en plusieurs parties (résultats des suivis naturaliste, le diagnostic naturaliste et leurs interprétations) et réalise 12 propositions d'actions pour favoriser la biodiversité sur le site. Les propositions d'actions sont priorisées et les périodes d'intervention préconisées sont identifiées.

L'exploitant n'indique pas si les propositions d'action réalisées par son prestataire dans ce rapport vont être mises en place.

Le suivi de la réalisation des travaux proposés dans le dossier de demande d'autorisation (mesures de la séquence ERC³ reprises dans les actes encadrant la carrière) et des travaux préconisés par le prestataire doit apparaître clairement. L'étude biologique doit permettre de conclure sur la « bonne gestion de l'ensemble des mesures ».

Il n'y a pas de plan identifiant les zones à sensibilités biologiques du site (cf point de contrôle n°7).

² Circulaire n° 96-52 du 02/07/96 relative à l'application de l'arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

³ ERC : « Eviter réduire compenser »

Au vu de ces remarques l'inspection considère que l'exploitant ne respecte pas cette prescription.

Observations :

- Le rapport de suivi de la biodiversité est à transmettre à la DDTM (service eau et nature) en leur rappelant les références de l'arrêté de dérogation du 15/12/2016.
- Le prochain rapport devra prendre en compte les remarques réalisées dans le bloc constat ci-dessus (accompagné des éventuelles remarques réalisées par la DDTM suite à la transmission du document).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Eaux de procédés des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Constats :

Le site est constitué d'un unique point de rejet, après les 2 bassins localisés au Sud-Ouest. Deux pompes sont présentes pour gérer les flux d'eau. Une pompe permet le rejet vers l'extérieur des eaux du bassin d'eau claire. Une autre pompe alimente les installations et les dispositifs d'aspersion du site. En cas de pollution, ces dispositifs peuvent être facilement arrêtés. L'exploitant respecte cette prescription.
(cf point de contrôle n°22)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Prélèvement d'eau (installation de lavage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2020, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Paysage

Prescription contrôlée :

L'eau de lavage des matériaux fonctionne en circuit fermé, avec un dispositif de décantation par floculation.

Un appoint en eau est effectué exclusivement à partir de l'eau d'exhaure de la carrière pour environ 43 m³/h, sans dépasser le seuil de 75 m³/h.

Le rejet direct des eaux de lavage est interdit.

Constats :

L'installation de lavage, prévue sur les parcelles E173 et E175, n'a pas été installée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Traitements et rejets des eaux de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.4-§4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit maximum instantané en m³/h enregistré en continu	< 100 m³/h
Débit maximum sur 24 h en m³/j	< 1 500 m³/j
température	< 30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg/Pt/l
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

Les résultats d'analyses transmises sur les rejets d'eau vers le milieu extérieur pour les années 2021 à 2023 indiquent :

- des valeurs qui peuvent être importantes en matières en suspension (MES) : 83 (30/06/2021), 10 (28/06/2022), 27 (21/09/2023).
- un pH variant de 5,9 (28/06/2022) à 6,4 (21/09/2023).
- des valeurs sur les paramètres DCO et hydrocarbures restant inférieures aux seuils susmentionnés.

L'indicateur « modification de couleur du milieu récepteur » n'est pas mesuré. **L'exploitant ne respecte donc pas cette prescription, un arrêté de mise en demeure est proposé afin que l'ensemble des paramètres demandés soient analysés dans les 6 mois suivants la dernière campagne de septembre 2023 (cf également point de contrôle n°21).**

cf bloc « observations » ci-dessous.

Observations :

- Lors de la campagne de mesure de 2021 (en prélèvement instantané), le résultat en « matières en suspension totales » (MEST) était supérieur à la valeur de 35 mg/l prescrite. Aucune action spécifique n'a été réalisée par l'exploitant suite à ce contrôle. Les mesures de 2022 et 2023 susmentionnées indiquent néanmoins des valeurs inférieures à la valeur prescrite. **Pour rappel, toute valeur non-conforme doit être suivie d'un plan d'action et de surveillance pour un retour à la conformité de cette valeur (cf également point de contrôle n°21).**
- le bassin de première décantation présente une quantité importante de roseaux indiquant une quantité de boue importante dans ce bassin étanche. **Un nettoyage du bassin est à envisager.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : dans les 6 mois suivants la dernière campagne de septembre 2023.

N° 21 : Rejets - surveillance sur les eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.71

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence semestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

En complément des paramètres mentionnés, l'exploitant assure également le suivi de la turbidité, la conductivité, le COT, le manganèse et bactériologique (Escherichia coli et entérocoques intestinaux).

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni les analyses des années 2021 à 2023. Les mesures ont été réalisées le 30/06/2021, 28/06/2022 et 21/09/2023. La fréquence semestrielle n'est pas respectée. Cette non-conformité avait déjà été signalée lors de la visite antérieure (2020). Les paramètres complémentaires mentionnés dans cette prescription ne sont pas analysés.

L'exploitant ne respecte pas cette prescription en matière de fréquence et de paramètres complémentaires à analyser. Un arrêté de mise en demeure est proposé afin que l'ensemble des paramètres demandés soient analysés et que la fréquence de mesure semestrielle soit respectée dans les 6 mois suivants la dernière campagne de septembre 2023.

Observations :

Lors de la campagne de mesure de 2021 (en prélèvement instantané), le résultat en « matières en suspension totales » (MEST) était supérieur à la valeur de 35 mg/l prescrite. La fréquence de mesure n'a pas été modifiée conformément à l'article 5.2.7.1 (mesure mensuelle jusqu'à retour à la conformité). Les mesures de 2022 et 2023 susmentionnées indiquent néanmoins des valeurs inférieures à la valeur réglementaire prescrite. **Pour rappel, toute valeur non-conforme doit être suivie d'un plan d'action et de surveillance pour un retour à la conformité de cette valeur.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : dans les 6 mois suivants la dernière campagne de septembre 2023.

N° 22 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 5.2.1-§1,2 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Aucun forage ni prélèvement dans les eaux de surfaces n'est effectué à l'exception des pompages dans les bassins de récupération et de traitement des eaux de la carrière.

L'eau nécessaire au site provient du réseau d'adduction d'eau potable pour les besoins du personnel.

[...]

Les consommations liées à la limitation des émissions de poussières et aux lavages des matériaux proviennent des circuits des eaux de la carrière.

[...]

Constats :

Le circuit de gestion des eaux a été identifié sur le plan d'exploitation (cf point de contrôle n°6).

Le pompage est réalisé en fond de carrière. Les eaux sont ensuite remontées par pompage vers le bassin intermédiaire de décantation puis le bassin d'eau claire avant d'être rejetées vers le milieu extérieur par pompage. A partir du bassin d'eau claire, une pompe permet d'envoyer l'eau vers les installations de traitement et les dispositifs d'aspersion présents sur la carrière. Une cuve de « secours » servant de réserve d'eau pour les dispositifs de limitation des émissions de poussières est alimentée par ce bassin. Le bassin d'eau claire sert également pour le lavage des roues. Les eaux pluviales issues de la plateforme de l'atelier rejoignent après passage dans un séparateur hydrocarbures, le bassin de décantation. L'installation de lavage (arrêté complémentaire de 2020) n'a pas été installée.

Le besoin en eaux sanitaires est assurée par le réseau d'eau potable.

Au vu des constats réalisés sur site l'exploitant respecte cette prescription (cf bloc « observations »).

Observations :

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction en cas de sécheresse, la connaissance des réseaux présents au sein des carrières et des différents flux (consommés, rejetés, recyclés,...) est essentielle. La réalisation d'un plan spécifique (lisible) sur la gestion des eaux (accompagné si possible d'un synoptique) permettant de mieux appréhender les différents postes de consommation et les flux d'eau sur le site est indispensable.

Le synoptique transmis avant la visite est à compléter.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Calcul du volume d'eau totale annuelle (AM du 30/06/2023)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le **prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes** et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- **prélèvement d'eau** : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;

- consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, tel que défini ci-dessus, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau. Pour le présent arrêté, le prélèvement dans le réseau d'adduction (eau potable) n'est pas considéré comme étant effectué dans la même masse d'eau que le rejet. Dans le cas où, au sein d'une même masse d'eau, le volume rejeté est supérieur au prélèvement d'eau, la consommation d'eau est considérée comme nulle ;

- eaux de processus recyclées : eaux qui ont été utilisées au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, collectées directement après cette étape pour une réutilisation dans le processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;

- eaux issues des matières premières : eaux étant à l'origine un constituant d'une matière première, qui en ont été extraites au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, pour être réutilisées au cours du processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;

- eaux réutilisées : désignent les eaux issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées ;

- eaux usées : l'ensemble des effluents et autres rejets liquides générés par une installation mentionnée au I. Elles sont notamment constituées des eaux issues du processus industriel du site, des opérations de nettoyage des locaux et des équipements, ainsi que des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées ;

- eaux usées traitées recyclées : les eaux usées issues d'une installation impropres à la consommation humaine, traitées en vue de leur réutilisation au sein de cette même installation ;

- masse d'eau : une partie distincte et significative d'eau superficielle ou souterraine, d'origine naturelle ou artificielle, à laquelle est associée un classement selon les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2010 susvisé ;

- matière première d'origine agricole périssable : toute matière première d'origine agricole qui peut devenir dangereuse, notamment du fait de son instabilité microbiologique, lorsque la température de conservation n'est pas maîtrisée ;

- période de sécheresse : période durant laquelle est applicable un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle d'une zone d'alerte telle que définie à l'article R. 211-67 du code de l'environnement.

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

NB : Les arrêtés préfectoraux fixant les actions de restrictions d'eau en période de sécheresse ne sont plus applicables au vu de la fin de la période hydrologique/hydrogéologique des « basses eaux » au 31/10. L'inspection souhaite néanmoins continuer les contrôles réalisés sur cet arrêté ministériel en vu de la prochaine période de tension sur les eaux.

Constats :

Lors des échanges sur site, l'exploitant a indiqué avoir un prélèvement d'eau inférieur à 10 000 m³/an.

Il est attendu que l'exploitant transmette les justificatifs qui lui ont permis d'arriver à cette conclusion.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Transmission du registre terres excavées au registre national des déchets, terres et sédiments (RNDTS)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/11/2023, article R.541-43-1-II-§2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes

Prescription contrôlée :

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a transmis des exemples d'apports transmis au RNDTS. Cette transmission n'appelle pas de remarque.

La transmission est réalisée, l'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet